



Bretagne

Transition écologique et emploi cadre

En Bretagne, 1 009 cadres du secteur privé occupaient un emploi « vert » en 2021, et 30 453 autres cadres avaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. Ceux-ci représentaient alors 28 % des cadres du secteur privé présents dans la région et 3 % des cadres exerçant en France un « métier vert » ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique.

Entre 2019 et 2023, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des « métiers verts » a augmenté de 59 % en Bretagne. En 2023, celles-ci représentaient 3 % des offres d'emploi cadre publiées au national pour des « métiers verts ».

Pendant ces cinq années, 2 497 millions d'euros ont été investis dans le développement durable par les entreprises du secteur privé, et 2 747 emplois salariés ont été créés. Cela témoigne d'une transition écologique bien engagée.

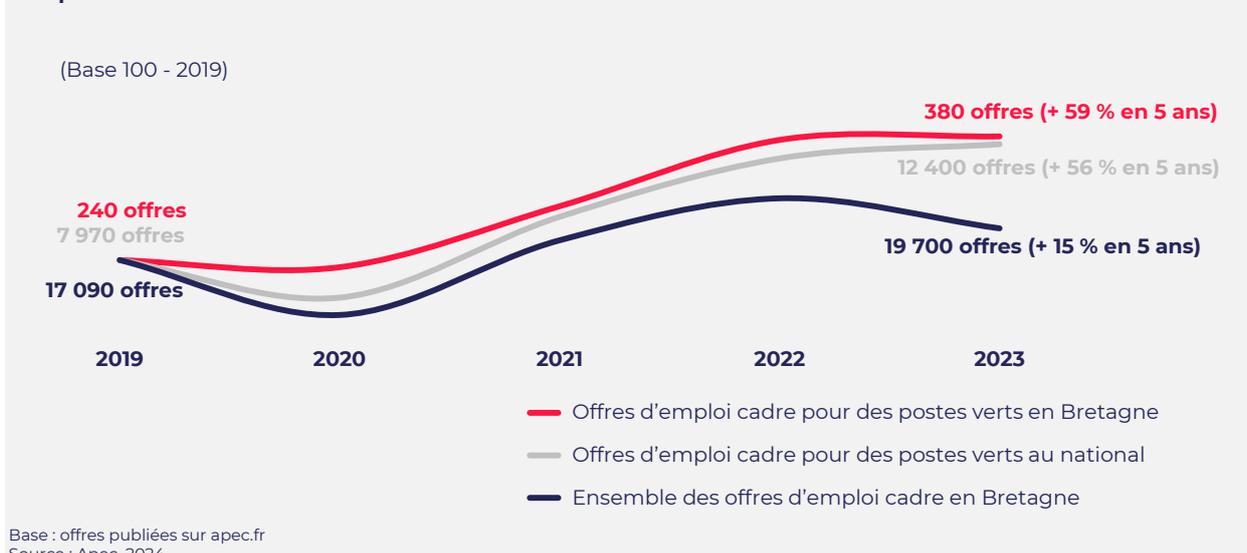
Pour accompagner ces transitions, des formations initiales et continues se développent dans le supérieur, des plus pointues aux plus génériques.

En Bretagne, le nombre d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour un poste vert a progressé de 59 % entre 2019 et 2023

Les entreprises du privé implantées en Bretagne ont publié près de 380 offres d'emploi cadre pour des métiers verts en 2023. La région se situe ainsi au 11^{ème} rang de celles qui ont publié le plus d'opportunités pour ces métiers. Les besoins des entreprises bretonnes se concentrent essentiellement autour de ceux de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux. Ils représentent la moitié des besoins exprimés par les entreprises qui émettent des offres d'emploi cadre pour des métiers verts.

En forte progression, le nombre d'offres d'emploi cadres pour des postes verts représentait 1,9 % des opportunités offertes dans la région en 2023, contre 1,4 % en 2019. L'évolution la plus marquée concerne les métiers de l'énergie, avec deux fois plus d'offres en 2023 qu'en 2019.

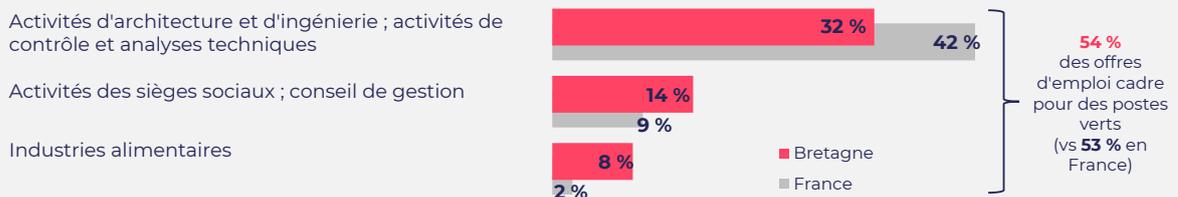
> Évolution du nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts en Bretagne entre 2019 et 2023 et comparaison au national



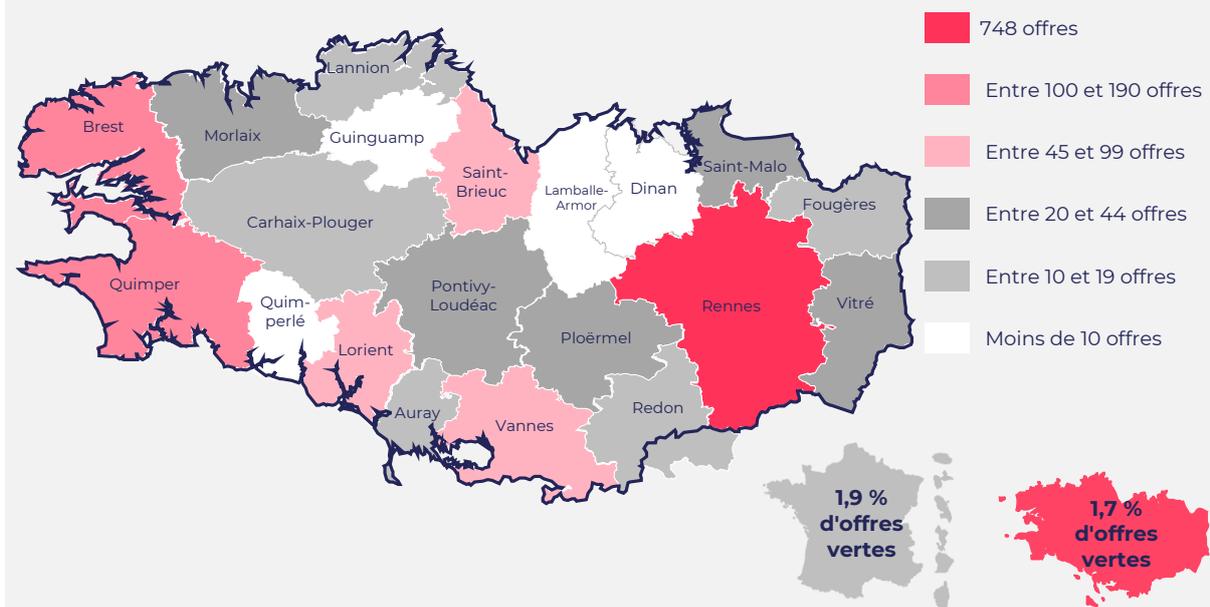
Entre 2019 et 2023, la majorité des offres d'emploi cadre pour un poste vert concernaient les services et les bassins d'emploi de Rennes, Brest et Quimper

Entre 2019 et 2023, les trois quarts des offres d'emploi cadre émises pour des postes verts l'ont été par des entreprises des services, notamment en ingénierie et des études techniques (32 % de ces offres). Suivent les activités des sièges sociaux (14 %) et des industries alimentaire (8 %). Ces offres concernent surtout les bassins d'emploi de Rennes (748 offres), Brest (181) et Quimper (115). Partout dans la région, elles portent avant tout sur les métiers de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux. Ceci est lié au fait que les entreprises sont soumises à diverses réglementations pour réduire leur impact environnemental, la filière agroalimentaire présente en région étant particulièrement concernée. Pour y parvenir, elles doivent établir des diagnostics, mettre en place des politiques internes de réduction des pollutions, de recyclage, d'économies d'énergies et de ressources, etc. C'est donc à ce titre qu'elles comptent sur ces profils de cadres, capables de proposer et de déployer des plans d'action environnementaux. Des offres dans l'énergie sont aussi proposées, notamment dans les bassins de Rennes, Brest, Quimper et Lorient où elles représentent entre 22 % et 24 % des offres publiées localement contre 19 % dans toute la région. La Bretagne est engagée sur le sujet, soutenant notamment les projets industriels liés aux énergies marines renouvelables. Elle a créé le cluster *Bretagne Ocean Power* en 2018 pour réunir les acteurs de ce domaine. Enfin, des offres en aménagement du territoire sont publiées, surtout autour de Rennes, Brest, Quimper, Vannes, Lorient et Saint-Brieuc. Au total entre 2019 et 2023, les offres d'emploi pour des postes verts ont représenté 1,7 % du marché de l'emploi cadre régional, contre 1,9 % au national.

> Principaux secteurs qui publient des offres d'emploi cadre pour des postes « verts » en Bretagne entre 2019 et 2023



> Volume d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr entre 2019 et 2023 pour des postes verts par bassin d'emploi en Bretagne, et poids par rapport au national



Base : offres publiées sur apec.fr
Source : Apec, 2024

2 497 M€ ont été investis en Bretagne dans les filières liées au développement durable entre 2019 et 2023, et 2 747 emplois salariés ont été créés

En 5 ans, les entreprises du secteur privé de la Bretagne ont investi 2,5 milliards d'euros dans des projets liés au développement durable, ce qui correspond à 13 % de leurs investissements. Les filières des énergies renouvelables et du recyclage/traitement des déchets représentent 82 % de ces investissements, avec une concentration autour des bassins d'emploi de Rennes, Brest, Vannes et Pontivy.

74 % des projets liés au développement durable l'ont été à l'initiative des PME et des micro-entreprises. 17 % ont été portés par des start-ups, principalement dans la filière des énergies renouvelables.

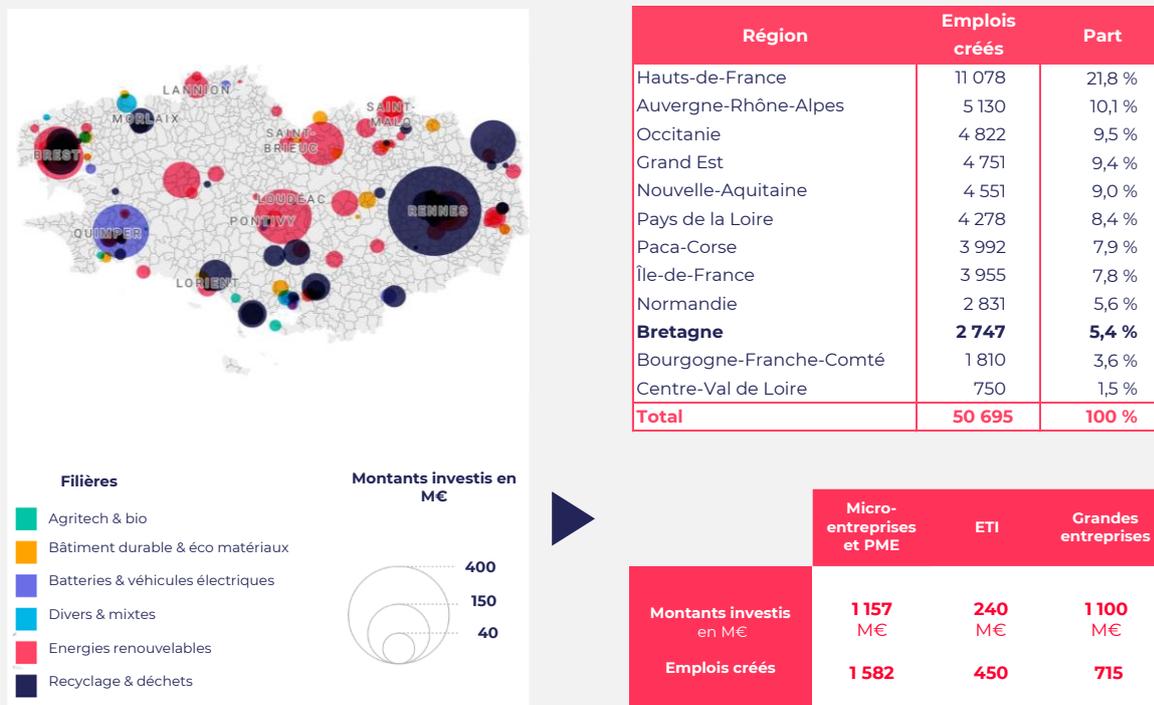
La Bretagne est, en France métropolitaine, la 10^{ème} région qui a le plus contribué à la création d'emplois salariés du fait des investissements dans le développement durable (2 747 emplois, soit 5,4 % de ceux créés à l'échelle nationale).

Parmi les emplois créés, la majorité l'ont été dans les microentreprises et les PME, suivies des grandes entreprises (respectivement 1 582 et 715). Seuls 16 % l'ont été dans les ETI. Par ailleurs, un emploi créé sur cinq l'a été dans le secteur de l'ingénierie.

Enfin, tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, 22 % des emplois créés sont des emplois cadres.

Outre les projets d'investissements pour des produits et services liés au développement durable (écoconstruction, solaire, dépollution, etc.), des industries adoptent des processus de production plus respectueux de l'environnement. En Bretagne, les secteurs de l'alimentaire, de la collecte et traitement des déchets ou de l'hébergement de données informatiques sont, à travers leurs efforts de verdissement, plus particulièrement représentatifs de cette industrie tournée vers le futur. Ce sont les entreprises des bassins d'emploi de Rennes, de Vannes, de Brest et de Quimper qui portent le plus de projets de ce type.

> Investissements dans le développement durable en Bretagne : localisations, montants, nombre d'emplois créés et répartition par taille d'entreprise



Source : Observatoire de l'emploi et de l'investissement Tredeco, 2024

La transition écologique est au cœur de plusieurs dispositifs de recherche et de financement publics

De nombreuses aides existent au national pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur transformation. Par exemple, le crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte est une aide fiscale nouvellement inscrite dans la Loi de finances pour 2024. Elle est destinée aux entreprises souhaitant réaliser de nouveaux projets dans le photovoltaïque, les batteries, l'éolien ou encore les pompes à chaleur. De plus, plusieurs pôles de compétitivité et programmes de recherche œuvrent aussi à accélérer la transition écologique. En Bretagne, le [Contrat plan Etat-Région 2021-2027](#) soutient plusieurs projets, tous liés aux domaines de spécialisation de la stratégie régionale d'innovation.

> Exemples non exhaustifs de projets de recherche et innovation axés « Transition écologique » en Bretagne

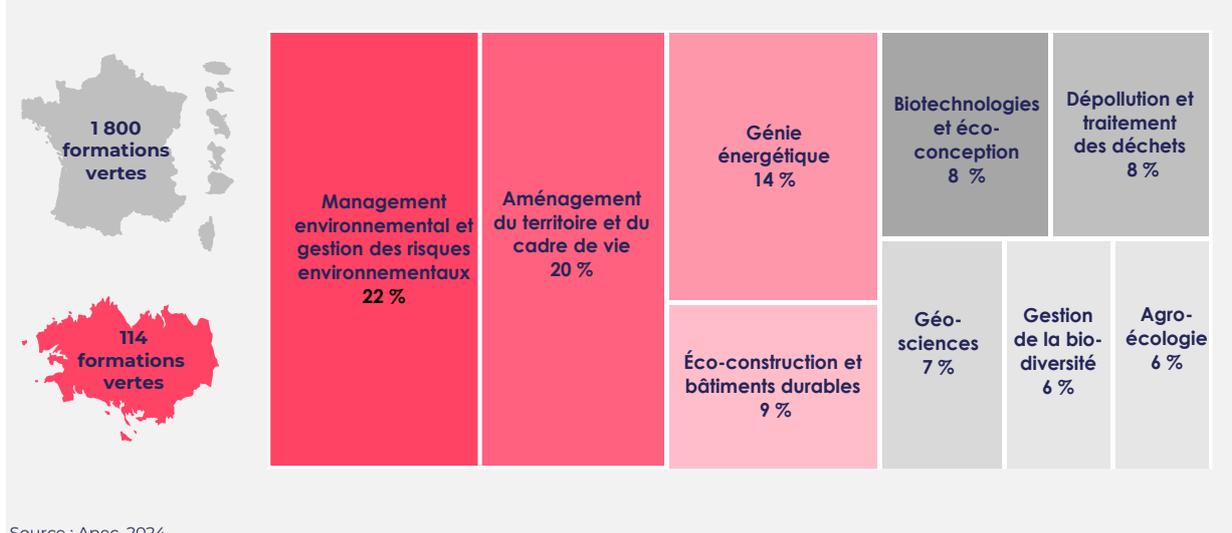
Projets	Porteurs
Transitions agroécologiques (Agri'Invest)	Conseil régional Bretagne
Matériaux pour la transition écologique (Mat&Trans)	Université de Rennes/CNRS
Transitions socioenvironnementales (Glaz)	IUEM/OSUR/OSUNA/INRAE/MSHB
Biodiversité et ressources marines (Gen4Bio)	SBR/Sorbonne Université
Recherche et Innovation alimentaire	Pôle de compétitivité Valorial

Source : Apec, 2024

Des formations existent aussi pour accompagner cette transition

La Bretagne compte de nombreuses formations initiales et continues permettant d'acquérir des savoirs en matière de durabilité. Comme partout en France, elles portent surtout sur la gestion des risques, l'énergie et l'aménagement du territoire. L'agroécologie et les techniques de construction durable y sont aussi notamment enseignées. Ces formations représentent un vivier potentiel pour les entreprises souhaitant recruter des compétences spécifiques. Au-delà des formations très ciblées, des temps de sensibilisation plus globaux se sont mis en place pour former les étudiants au développement durable. Ceci fait suite au [rapport Jean Jouzel](#) de 2022 qui préconise la diffusion obligatoire d'un socle de connaissances autour de la transition écologique, et ce à l'ensemble des étudiants de 1^{er} cycle. Effective depuis la rentrée 2024, cette mesure est posée comme une réponse parmi d'autres, à un enjeu sociétal majeur qui est celui de la raréfaction des ressources fossiles, du changement climatique et des atteintes à l'environnement.

> Nombre de formations dans le domaine du développement durable et de la transition écologique en France et en Bretagne, et répartition par domaines de formation au national



Source : Apec, 2024

Définitions et périmètres

Transition écologique : une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires).

Économie verte : activité économique qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources (source : Programme des Nations unies).

Métier vert : métier dont la finalité et l'essentiel des compétences mises en œuvre associées contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et dommages sur l'environnement (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires). On en compte 19 parmi les métiers cadres. Ils se répartissent en trois catégories :

- Les métiers de l'énergie : [ingénieur énergies](#) ; [ingénieur d'études réseaux d'énergie](#) ; [chargé d'affaires en environnement et énergie](#) ; [ingénieur en efficacité énergétique](#) ; [ingénieur énergies renouvelables](#).
- Les métiers de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la préservation de la biodiversité : [géologue](#) ; [géomaticien](#) ; [hydraulicien](#) ; [chef de projet aménagement du territoire](#) ; [urbaniste](#) ; [expert en environnement et écologie](#).
- Les métiers des technologies vertes, et de la gestion et de la prévention des risques environnementaux : [ingénieur en biotechnologies](#) ; [chef de projet sites et sols pollués](#) ; [directeur QHSE](#) ; [ingénieur HSE](#) ; [responsable HSE](#) ; [directeur développement durable](#) ; [ingénieur d'études environnement](#) ; [responsable RSE](#).

Projets d'investissements créateurs d'emploi dans le champ du développement durable.

Projets d'entreprises recensés dans des données publiques par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo. Ils couvrent plusieurs champs d'investissement dans le domaine du développement durable : les biotechnologies vertes, le bâtiment durable et les éco-matériaux, les batteries et véhicules électriques, les énergies renouvelables, le recyclage et le traitement des déchets et autres projets durables. Pour l'industrie du futur, il s'agit de déclarations qualifiées faisant état de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'autres critères qualitatifs.

Méthodologie

Ce document repose sur :

- L'exploitation de données publiques : Onemev, Insee (RP 2021), Insee (Déclaration sociale nominative, 2021).
- L'analyse des offres publiées sur [apec.fr](#) de 2019 à 2023, hors doublons et hors offres partenaires.
- L'analyse des investissements portés par les entreprises de la région (Trendeo, 2024).
- La recension des « formations vertes » de niveau Bac+3 et plus délivrées en 2023 par les universités et écoles d'ingénieur.
- Une recherche documentaire.

ISSN 2826-874 (Collection Recrutement)

Cette étude a été réalisée par la Direction Données et Études (DDE) de l'Apec.

- Directeur de la DDE : Pierre Lamblin
- Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien
- Équipe projet : Geoffroy Garin, Anne-Dominique Gleyen, Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Kamel Yahyaoui.

Elle a bénéficié de l'apport de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo

- Directeur : David Cousquer
- Économiste : Rayan Benamane



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : [@Apec_Etudes](https://twitter.com/Apec_Etudes)

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 19h
aux horaires France métropolitaine

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1er juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur. L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT). Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).